

Consultation publique n°2023-04 du 20 avril 2023 relative à l'évolution des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité

Réponse de l'ANODE

Propos liminaires

L'ANODE remercie la CRE de poursuivre, par cette consultation publique, la segmentation par typologie de compteurs – évolués et non évolués – des tarifs des prestations annexes réalisées par les gestionnaires de réseau de distribution (GRD) d'électricité.

Les consommateurs d'électricité et les contribuables français, ayant participé au financement du programme Linky, doivent bénéficier des réductions de coûts permises par la télé-opérabilité des prestations.

Ces évolutions doivent impérativement s'inscrire dans le plan de convergence des pratiques et des outils des ELD avec ceux d'Enedis, afin de permettre une ouverture du marché effective sur tout le territoire au bénéfice des consommateurs concernés.

Comme nous l'avons formulé en GTE et au cours des précédentes consultations de la CRE (n°2022-10), nous sommes favorables à ce que cette segmentation se généralise pour toutes les opérations télé-opérables et à la gratuité de ces dernières. Ainsi le tarif des prestations doit :

- uniquement servir à couvrir les coûts des GRD pour la réalisation des prestations ;
- inciter les consommateurs à installer des compteurs évolués et utiliser leurs fonctionnalités. Ainsi, les prestations télé-opérables doivent tendre vers des tarifs bas, voire une gratuité. D'ailleurs, plusieurs prestations télé-opérables à date ne sont pas facturées.

Nous demandons une plus grande transparence sur les coûts et la méthodologie de construction, utilisés pour définir les prix de ces tarifs : coûts SI et humains pour chaque prestation. En effet, nous constatons aujourd'hui des écarts de coûts pour des actes similaires.

Par ailleurs, nous rappelons à la CRE et aux gestionnaires de réseaux de distribution que les « compteurs silencieux » (i) génèrent pour les fournisseurs des erreurs de prévision de consommation, donc de pricing et de sourcing, ainsi que des réclamations clients et (ii) qu'ils exposent les clients à des rattrapages. Ainsi, lorsque le GRD constate, au moment d'une relève à pied, le défaut d'un compteur communicant, il doit proposer des solutions de rechange à sa charge, afin de garantir l'opérationnalité du matériel. Cette observation est particulièrement valable dans le cadre de la proposition d'évolution de la prestation « relève spécial ».

La gratuité des prestations, dont le coût est parfois répercuté dans le TURPE, doit être rendue possible pour les consommateurs équipés de compteurs silencieux (matériel défectueux) et les consommateurs qui ne peuvent être équipés pour des raisons techniques. A défaut de cette gratuité, ils doivent pouvoir être basculés sur la grille des tarifs télé-opérables.

1. Prestations à destination des consommateurs

Question 1 : Êtes-vous favorable à la grille tarifaire proposée par la CRE dans son analyse préliminaire s'agissant de la prestation « Mise en service sur raccordement existant » ?

De la même manière, il nous apparaît tout à fait pertinent de ne pas faire supporter la totalité du coût des MES sur raccordement existant pour les consommateurs non-équipés de compteurs communicants étant donné que le refus de Linky est sûrement le fait de l'ancien propriétaire/occupant.

Laisser la possibilité au consommateur de s'équiper d'un compteur communicant et ainsi bénéficier du tarif associé est une évolution que nous jugeons positive. Cette proposition conduit toutefois à donner au fournisseur d'énergie la mission de proposer au client l'installation d'un compteur Linky, lors de sa demande de MES. Il convient de prévoir une couverture des frais du fournisseur générés par cette nouvelle mission via la CSPE.

Enfin, il faudra toutefois être vigilant car cela nécessitera une évolution du système d'information du GRD pour bien cibler les clients ayant accepté la pose de Linky.

Au regard de ces éléments, il nous semble que la solution la plus adaptée soit de facturer la prestation MES sur raccordement existant, uniquement aux clients refusant la pose d'un compteur Linky.

Question 2 : Êtes-vous favorable à la prise en compte dès août 2023 de la baisse des coûts de mise en service à la suite d'un raccordement nouveau ?

Nous nous félicitons de la mise en place de la nouvelle pratique instituée par Enedis qui permet d'optimiser le chantier de raccordement et la mise en service du compteur.

Il nous semble indispensable d'estimer rigoureusement la baisse des coûts induits et de faire évoluer en conséquence, et symétriquement, le tarif de la prestation.

Nous demandons à la CRE de consulter, le moment venu, les acteurs sur l'évolution du tarif de cette prestation.

Question 3 : Êtes-vous favorable à rendre la prestation « Relevé spécial » gratuite dans une limite de deux fois par an et par point de connexion pour les consommateurs équipés d'un compteur évolué silencieux ?

Oui, nous y sommes favorables. Les évolutions proposées sont pertinentes et cohérentes avec la volonté de dissocier les coûts induits par les compteurs évolués et par les compteurs non-évolués.

Il faudra cependant être vigilant dans la mise en œuvre de ces évolutions qui nécessitent une adaptation du système d'information d'Enedis. Nous demandons donc la création d'un nouveau flux par le GRD pour l'identification des clients ayant des compteurs silencieux.

Sur le cas spécifique des compteurs silencieux, d'une part ils génèrent pour les fournisseurs des difficultés de facturation, de pricing et les exposent aux règlements des écarts en générant de l'insatisfaction client, et d'autre part, ils exposent les clients à des rattrapages. Si le GRD constate un défaut technique il doit résoudre le problème et s'assurer que le compteur soit fonctionnel.

Question 4 : Êtes-vous favorable au maintien de la tarification actuelle de la prestation « Activation de la télé information client » ?

Oui, nous y sommes favorables. Ces tarifs nous semblent refléter la réalité des coûts induits ainsi que les gains économiques permis par les compteurs communicants.

Comme précisé dans nos propos liminaires, nous sommes favorables à encourager l'équipement de tous les consommateurs en compteurs évolués et à l'usage des fonctionnalités accompagnant la maîtrise de la consommation. A cet égard, nous mettons en garde contre la mise en place de tarifs dissuasifs.

Question 5 : Êtes-vous favorable à la suppression des prestations « Mise en place d'un système de téléreport des index (BT \leq 36 kVA) » et « Remplacement du compteur par un compteur électronique avec activation de la télé-information du compteur » dans le catalogue de prestations d'Enedis ?

Nous y sommes favorables, cette suppression ne semble pas avoir d'impact significatif dans l'état actuel des choses.

Question 6 : Avez-vous des remarques s'agissant des travaux menés sur la prestation de décompte ?

/

Question 7 : Identifiez-vous des évolutions à apporter à la prestation annuelle de décompte afin notamment de s'adapter au déploiement des infrastructures de recharge des véhicules électriques (IRVE) ?

Le décompte sur le domaine de tension BT \leq 36kVA est réalisé dans le cadre d'un contrat de service expérimental, pour lequel un retour d'expérience serait souhaitable afin d'adapter ou non ce contrat.

Si nous n'identifions pas d'évolutions spécifiques à ce stade, nous sommes favorables au lancement d'une concertation spécifique, ou au moins d'ateliers d'échanges, pour contribuer aux travaux d'adaptations des prestations Enedis au regard du déploiement des IRVE.

2. Prestation à destination des producteurs

Question 8 : Êtes-vous favorable à la grille tarifaire proposée par la CRE dans son analyse préliminaire pour les prestations dont les tarifs sont impactés par le déploiement des compteurs évolués pour les producteurs BT \leq 36 kVA ?

Nous regrettons que la note technique ne précise pas le coût généré par la réalisation de chacune des prestations pour le GRD. Dès lors, il nous est impossible de nous prononcer sur les niveaux tarifaires proposés.

Aussi, nous constatons que les autres consommateurs BT \leq 36 kVA ont une grille tarifaire plus basse pour les mêmes prestations. Le prix des prestations doit encourager les comportements vertueux dont l'autoconsommation. Nous demandons que les prix des prestations soient alignés et que toutes les opérations télé-opérables le soient, pour ces consommateurs.

Question 9 : Êtes-vous favorable à l'introduction de la prestation non facturée « Changement de nature de contrat » à destination des producteurs BT \leq 36 kVA ?

Oui, nous y sommes favorables et estimons qu'il est important que cette prestation reste non-facturée.

3. Prestations à destination des responsables d'équilibre

Question 10 : Êtes-vous favorable à la création de la prestation « Accès à la plateforme Services aux Responsables d'Équilibre » dans le catalogue d'Enedis ?

Nous sommes favorables à la création de cette plateforme qui a pour objectif d'accompagner au mieux les acteurs. Compte tenu du passage aux allocations quotidiennes, prévu le 01/07/23, nous estimons que cette plateforme arrive trop tardivement.

Ainsi, pour que cette plateforme puisse réellement aider les acteurs dans la mise en place des futures évolutions, nous souhaitons que le passage aux allocations quotidiennes soit décalé de quelques mois.

Question 11 : Êtes-vous favorable aux tarifs proposés pour la prestation « Accès à la plateforme Services aux Responsables d'Équilibre » ?

Les tarifs proposés pour accéder aux services génèrent une augmentation significative pour les fournisseurs.

Nous souhaitons donc que ces tarifs soient revus à la baisse afin de coller au plus près aux tarifs pratiqués à date.

Il est important pour les fournisseurs que cette prestation reste non-obligatoire et optionnelle.

Question 12 : Êtes-vous favorable à la suppression de la prestation S508 dans le catalogue de prestations d'Enedis ?

Oui, nous y sommes favorables.

Question 13 : Êtes-vous favorable à la suppression de la prestation S509 dans le catalogue de prestations d'Enedis ?

Non. La « Suppression de la règle du S-X et l'utilisation du facteur d'usage chevauchant » ne rendent pas la prestation S509 obsolète. Ce flux peut notamment être utile pour apprécier la qualité du profilage.

De plus, lors d'un GT « Service Data aux RE » Enedis a indiqué que l'analyse de la prise en compte du flux S509 dans les jeux de données est au statut « en industrialisation ». Il n'est donc pas envisageable de supprimer ce flux avant qu'il soit intégré à la nouvelle plateforme

Question 14 : Êtes-vous favorable à la suppression des prestations S707 et S708 dans le catalogue de prestations d'Enedis ?

Oui, nous y sommes favorables.